

SOS homophobie
Délégation de Lyon
Antenne de Dijon

OBJET : Des mesures
concrètes pour les
personnes LGBTI+ lors
de la prochaine
mandature

Dijon, le 02/03/2026

À l'adresse des candidat·es aux élections municipales de Dijon,

186 agressions physiques LGBTIphobes.

188 cas de lesbophobie.

888 cas de gayphobie.

371 cas de transphobie.

Ces chiffres représentent les signalements spécifiques remontés à SOS homophobie pour l'année 2024 en France. Bien en deçà de la réalité, ils constituent une base qui nous oblige à interpeller les équipes candidates au mandat électoral de la Ville de Dijon.

Nous souhaitons que les prochaines élections municipales soient l'occasion d'établir une nouvelle trajectoire pour les six prochaines années concernant le quotidien des personnes LGBTQIA+ (lesbiennes, gays, bi·e·s, trans et non binaires, queer, intersexes, asexuel·le·s et autres identités sexuelles et de genre minorisées).

Ces dernières années, le manque de sérénité autour de l'organisation de la marche des fiertés nous a atteint dans notre dignité, ce qui a accentué notre sentiment d'exclusion de la société dijonnaise. En aucun cas les personnes LGBTQIA+ ne sont un danger pour la population, la société ou les biens publics. En réalité, derrière les acronymes et les drapeaux colorés qui essaient de trouver leur place, souvent en vain, durant le Mois des Fiertés, se trouve une pluralité de vécus. Des familles avec enfants ou des familles choisies, des adelphe·s, des étudiant·e·s, des Dijonnais et Dijonnaises de longue date ou de retour après des années, des personnes seules, précaires, âgées ou racisées... Toutes cherchent à s'épanouir sereinement dans une société qui se referme de plus en plus sur elle-même.

Aujourd'hui, au regard des chiffres nationaux et du contexte international, il nous est difficile de nous sentir en sécurité sur la voie publique, dans les commerces ou sur nos lieux de travail. Il est nécessaire d'alerter sur le fait que nos réalités sont trop souvent un frein dans l'accès à la santé ou à nos droits. Le résultat de ce quotidien est sans appel : 34 % des personnes LGBTQIA+ en France ont eu des idées suicidaires au cours de l'année écoulée.

La future équipe municipale de la Ville de Dijon aura le pouvoir de faire barrage à la propagation des LGBTIphobies sur son territoire et de se faire le fer de lance d'une politique inclusive.

Aussi, SOS homophobie, ainsi que l'ensemble des associations et collectifs signataires, sommes déterminés à porter un avenir enthousiaste et inclusif pour les personnes LGBTQIA+.

Les revendications suivantes apportent des réponses concrètes :

1 Inclure dans la société civile

Soutenir l'action associative par des moyens financiers mais aussi des actions de facilitation (prêt de matériel, mise en réseau, visibilité dans l'espace public) et favoriser l'implication des associations LGBTQIA+ dans les prises de décision concernant la communauté.

2 Inclure par la formation en interne de la mairie

Poursuivre et améliorer les formations et sensibilisations des élu·e·s et agent·e·s de la municipalité à l'accueil des personnes LGBTQIA+ de tous âges, notamment au niveau des actes d'État civil mais aussi de toute autre institution d'accompagnement du public (politique de la maison des seniors par exemple).

3 Inclure par les événements et la visibilité

Faciliter l'organisation d'événements sportifs et culturels inclusifs, permettant la visibilité des personnes LGBTQIA+, tout en impliquant les organisations et individus concernés.

4 Inclure par la coopération : réseaux et partenariats

Prêter attention au respect des droits LGBTQIA+ chez les partenaires de la Ville, notamment dans l'attribution des subventions et des marchés publics.

5 Inclure par un plan d'action

S'ouvrir à un maximum d'organisations de défense des droits LGBTQIA+ dans l'élaboration des politiques publiques de la Ville pour adopter ou renouveler un schéma territorial contre les LGBTIphobies, co-construit avec un collègue d'organisations.

6 Inclure par la connaissance

Créer des espaces ressources pour recueillir, valoriser et diffuser la mémoire et les savoirs LGBTQIA+ en lien avec les organisations des personnes concernées. Cela passerait par exemple par une politique éducative de la Ville en rapport avec l'Histoire (événements, personnalités), les droits LGBTQIA+ et les discriminations.

7 Inclure dans l'espace public et garantir des lieux bienveillants

Visibiliser la diversité dans l'espace public et les ERP, par exemple via le mobilier urbain (signalétique inclusive), la mise valeur du drapeau LGBTQIA+ ou encore l'adaptation des vestiaires et toilettes à notre communauté.

8 Inclure dans la prévention

Inclure dans les programmes et actions de prévention à la santé sexuelle les problématiques des personnes LGBTQIA+ et des travailleur·euses du sexe.

Former les forces de l'ordre aux différentes discriminations (sexistes, racistes, LGBTIphobes, validistes, etc.) et à l'accueil des personnes concernées.

Organisations signataires

AIDES, Centre LGBTQIA+ BFC-Dijon, Collectif 25 Novembre, Collectif Beargundy, Contact, Le Coin des LGBT+ Dijon, Les Orageus·e-s, Sapphics in Dijon, SOS homophobie

